



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Préfecture de la Somme

Direction des Affaires Juridiques
et de l'Administration Locale

Bureau de l'Administration Générale
et de l'Utilité Publique

Installations classées pour la protection de l'environnement
Communes de DAMERY et GOYENCOURT
S.A.S. FE ARGENTAN
Mise en demeure

Le préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 02 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER, préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé qui dispose :

« Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »

Vu l'arrêté préfectoral du 1er janvier 2016 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le certificat d'antériorité délivré le 28 décembre 2012 à la société S.A.S. FE Argentan pour l'exploitation d'un parc éolien comprenant quatre aérogénérateurs sur le territoire des communes de DAMERY et GOYENCOURT concernant le classement sous la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif aux visites d'inspection du 20 juillet 2016 et du 13 septembre 2016, transmis à l'exploitant par courrier du 11 octobre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 7 novembre 2016 ;

Considérant que lors des visites du 20 juillet 2016 et du 13 septembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Aucun panneau d'information n'était installé sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur. Ces panneaux sont destinés à prévenir les personnes étrangères au site des risques liés à la présence d'éoliennes. Ils doivent mentionner l'interdiction d'entrer pour toute personne étrangère, les risques d'électrocution, le risque de chute de glace, l'interdiction de stationnement et de circulation de la part des piétons et véhicules sous les éoliennes et les consignes de sécurité en cas de situation anormale.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS FE Argentan de respecter les prescriptions de l'article visé ci-dessus, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

- ARRÊTE -

Article 1 - La société SAS FE Argentan exploitant un parc éolien sur le territoire des communes de DAMERY et GOYENCOURT, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé en installant les panneaux d'information aux personnes étrangères dans un délai de deux semaines à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée par l'exploitant à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en application de l'article R. 514-3-1 du même code.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Montdidier, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS FE Argentan et dont une copie sera adressée aux maires de DAMERY et GOYENCOURT.

Amiens, le 6 DEC. 2016

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général


Jean-Charles GERAY